

# **ANNEXE A : PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS AU DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS (DOO)**

## **PRÉAMBULE**

Les propositions suivantes visent à renforcer le caractère prescriptif du DOO du SCoT-BVA en matière de pacification des centres historiques et de mobilité durable. Ces amendements traduisent de manière opérationnelle les trois réserves formulées à la Section 8.

Ces propositions sont fournies à titre de contribution technique pour faciliter le travail du commissaire enquêteur et du Syndicat Mixte. Elles peuvent être adaptées dans leur formulation tout en préservant leur substance et leurs critères de vérification.

Fondement juridique : Les SCoT ont la compétence pour fixer des prescriptions en matière de mobilité et d'organisation urbaine (art. L. 141-4 et suivants du Code de l'urbanisme). Les propositions ci-dessous s'inscrivent pleinement dans ce cadre légal et s'inspirent de dispositions déjà adoptées dans d'autres SCoT (Rochefort Océan, Pays d'Aix, Pays Basque et Seignanx, etc.).

---

## **A.1 AMENDEMENT RELATIF AUX ZONES DE RENCONTRE : AUDIT ET MISE AUX NORMES OBLIGATOIRES**

Correspondance : Réserve n°1 (Section 8.1)

Insertion proposée : Bloc thématique 2 du DOO « Les principaux lieux de vie et leur rapprochement » - Sous-section « Mobilités et déplacements »

### **A.1.1 Texte d'orientation proposé**

Nouvel Article [X.X] – Audit et conformité des zones de rencontre en centres historiques

Prescription

Les communes dotées de centres historiques classés ou de secteurs patrimoniaux remarquables et ayant institué des zones de rencontre au sens de l'article R. 110-2 du Code de la route doivent :

a) Réaliser un audit technique de conformité en désignant un référent technique responsable de l'audit (délai : 3 mois à compter de l'approbation du SCoT)

Cet audit doit identifier et documenter :

- L'état de la signalisation verticale et horizontale réglementaire (arrêtés municipaux, panneaux B52, marquage au sol)

- L'adéquation des aménagements physiques avec les objectifs critiques de priorité absolue et de sécurité des piétons, ainsi que de réduction de la vitesse des véhicules (20 km/h étant la vitesse maximale autorisée dans l'espace partagé avec piétons et cyclistes)
- La présence et l'efficacité des dispositifs de régulation du trafic (rétrécissements, chicanes, plateaux, mobilier urbain)
- La vérification de mise en sens unique des voies de largeur de chaussée inférieure à 6 mètres en centres historiques
- Les caractéristiques techniques du revêtement de voirie (matériaux, état, impact acoustique)
- Les écarts constatés entre la situation réelle et les standards définis par le Cerema (*Zones de rencontre : recommandations pour l'aménagement*, 2008)

b) Élaborer un plan d'action correctif (délai : 6 mois à compter de l'approbation du SCoT)

Sur la base de l'audit, les communes doivent établir un programme d'interventions prioritaires comprenant :

- Un calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité
- Une estimation budgétaire détaillée
- Une priorisation des actions en fonction de la sensibilité patrimoniale et des enjeux de sécurité
- Des indicateurs de suivi de la mise en œuvre

c) Mettre en œuvre les travaux prioritaires (délai différencié)

- Zones de centres historiques de niveau 1 (armature territoriale) : achèvement dans les 12 mois suivant l'approbation du SCoT
- Autres zones de rencontre en secteurs patrimoniaux : achèvement dans les 24 mois suivant l'approbation du SCoT

d) Transmettre au Syndicat Mixte du SCoT

- Le rapport d'audit : dans les 3 mois
- Le plan d'action : dans les 6 mois
- Un bilan trimestriel de mise en œuvre jusqu'à achèvement complet

## **A.1.2 Recommandation associée**

Le Syndicat Mixte du SCoT est invité à :

- Mutualiser les démarches d'audit entre communes pour optimiser les coûts
- Solliciter l'accompagnement technique du Cerema et de l'ADEME
- Créer un observatoire intercommunal des zones de rencontre
- Diffuser les bonnes pratiques entre collectivités membres

## **A.1.3 Justification technique et juridique**

Conformité réglementaire :

- Article R. 110-2 du Code de la route (définition zone de rencontre)

- Circulaire du 14 août 2008 sur les zones de rencontre
- Jurisprudence : responsabilité des communes pour défaut d'aménagement conforme (CE, 10 mai 2017, n°398049)

Précédents SCoT :

- SCoT Rochefort Océan (2019) : prescription d'audit des zones 30 dans un délai de 18 mois
- SCoT Pays Basque & Seignanx (2024-2025) : obligation de programme d'aménagement des centres-bourgs

Faisabilité :

- Coût moyen d'un audit technique : 15 000-25 000 € selon taille de commune
- Financement possible : dotations État (DSIL, DETR), fonds européens (FEDER), ADEME
- Compétence technique : bureaux d'études spécialisés disponibles sur le territoire

---

## **A.2 AMENDEMENT RELATIF AUX NUISANCES SONORES : STANDARDS TECHNIQUES CONTRAIGNANTS**

Correspondance : Réserve n°2 (Section 8.2)

Insertion proposée : Bloc thématique 3 du DOO « Transitions écologique et énergétique » -  
Sous-section « Qualité de l'environnement et santé publique »

### **A.2.1 Texte d'orientation proposé**

Nouvel Article [Y.Y] – Protection contre les nuisances sonores liées au trafic routier en centres historiques

Prescription

Les communes dotées de centres historiques classés ou de secteurs patrimoniaux remarquables doivent mettre en œuvre des mesures techniques pour réduire les nuisances sonores générées par le trafic routier dans ces secteurs sensibles.

a) Objectifs acoustiques à atteindre

Dans les zones de rencontre et les rues à caractère résidentiel des centres historiques, les niveaux sonores aux façades des bâtiments d'habitation ne doivent pas dépasser :

- 55 dB(A) LAeq en période diurne (6h-22h)
- 45 dB(A) LAeq en période nocturne (22h-6h)

Ces seuils correspondent aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la protection de la santé publique (Lignes directrices OMS relatives au bruit dans l'environnement, 2018) et aux valeurs cibles définies dans les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

## b) Mesures techniques obligatoires

Pour atteindre ces objectifs, les communes doivent mettre en œuvre un ensemble de mesures graduées :

Niveau 1 – Mesures immédiates (dans les 3 mois suivant l'approbation du SCoT) :

- Interdiction de circulation des poids lourds de transit (> 7,5 t) sauf desserte locale
- Limitation stricte de vitesse à 20 km/h avec renforcement de la signalisation
- Interdiction de circulation des deux-roues motorisés à forte émission sonore (> 80 dB(A))
- Mise en place de dispositifs de contrôle automatisé de la vitesse (radars pédagogiques, puis répressifs)

Niveau 2 – Mesures d'aménagement (dans les 6 mois suivant l'approbation du SCoT) :

- Revêtements de voirie à faible émission sonore (enrobés phoniques, pavage régulier) avec l'interdiction expresse des surfaces bruyantes (pavés mal entretenus, grilles métalliques ou plaques d'égout mal entretenues, asphalte rugueux, béton désactivé ou béton à agrégats exposés produisant des niveaux de bruit élevés);
- Aménagements physiques de modération de vitesse (plateaux, chicanes, rétrécissements)
- Création d'itinéraires de contournement pour le trafic de transit
- Traitement acoustique des points noirs (murs anti-bruit si nécessaire, végétalisation)

Niveau 3 – Mesures de régulation du trafic (dans les 12 mois suivant l'approbation du SCoT) :

- Limitation de l'accès motorisé aux seuls résidents, ayants-droit et livraisons
- Plages horaires de circulation restreintes
- Contrôle d'accès par bornes escamotables ou lecture de plaques si nécessaire
- Optimisation des itinéraires de transport en commun pour éviter les centres historiques les plus sensibles

## c) Protocole de vérification

Les communes doivent faire réaliser des campagnes de mesures acoustiques selon les modalités suivantes :

État initial (avant travaux) :

- Mesures réalisées par un organisme indépendant certifié
- Protocole conforme à la norme NF S 31-130 (Cartographie du bruit en milieu extérieur)
- Mesures en au moins 5 points représentatifs sur une période de 24h en jours ouvrables
- Publication d'une carte acoustique du centre historique

Contrôle d'efficacité (après travaux) :

- Nouvelle campagne de mesures selon le même protocole
- Vérification de l'atteinte des objectifs 55/45 dB(A)

- Si objectifs non atteints : obligation de mise en œuvre de mesures complémentaires

#### d) Transmission et suivi

Les communes transmettent au Syndicat Mixte du SCoT :

- Les résultats des campagnes de mesures acoustiques (état initial et contrôle)
- Le programme détaillé des mesures mises en œuvre
- Un bilan annuel d'efficacité

Le Syndicat Mixte du SCoT compile ces données dans un observatoire territorial de la qualité acoustique.

## A.2.2 Recommandation associée

Les communes sont invitées à :

- Sensibiliser la population aux enjeux de santé publique liés au bruit
- Mettre en place des dispositifs de médiation avec les résidents et commerçants
- Étudier la faisabilité de zones à trafic limité (ZTL) dans les centres les plus sensibles
- Développer des alternatives de mobilité (navettes électriques, pédibus, vélobus)

## A.2.3 Justification technique et juridique

Fondement réglementaire :

- Directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement
- Article L. 572-1 et suivants du Code de l'environnement (PPBE)
- Décret n°2006-361 relatif à l'établissement des cartes de bruit
- Arrêté du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit

Seuils de santé publique :

- OMS Europe (2018) : recommandation < 53 dB LAeq jour / < 45 dB LAeq nuit
- Proposition ajustée à 55/45 dB(A) compte tenu des contraintes patrimoniales

Jurisprudence :

- Obligation des collectivités de protéger la santé publique (CE, 19 juillet 2017, n°391484)
- Responsabilité pour troubles anormaux du voisinage liés au bruit routier

Précédents SCoT :

- SCoT Pays d'Aix (2022) : objectif 55 dB(A) jour dans centres-villes historiques
- SCoT Métropole Lilloise (2020) : prescriptions sur revêtements acoustiques

Faisabilité technique :

- Coût mesures acoustiques : 8 000-15 000 € par campagne
- Coût revêtements phoniques : majoration de 20-30% vs. enrobés classiques
- Coût bornes escamotables : 15 000-25 000 € par dispositif

- Financement : ADEME (appels à projets villes respirables), État (fonds mobilités actives)

---

## **A.3 AMENDEMENT RELATIF AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION : DISPOSITIF CONTRAIGNANT**

Correspondance : Réserve n°3 (Section 8.3)

Insertion proposée : Dispositions générales du DOO - Section « Mise en œuvre et suivi du SCoT »

### **A.3.1 Texte d'orientation proposé**

Nouvel Article [Z.Z] – Dispositif de suivi de la mise en œuvre des prescriptions relatives aux zones de rencontre et à la qualité acoustique

Prescription

Le Syndicat Mixte du SCoT met en place un dispositif de suivi spécifique pour vérifier l'application effective des prescriptions relatives à la pacification des centres historiques et à la réduction des nuisances sonores.

a) Indicateurs de suivi obligatoires

Le Syndicat Mixte du SCoT établit et actualise trimestriellement un tableau de bord comprenant les indicateurs suivants, renseignés par chaque commune concernée :

Indicateurs de réalisation (outputs) :

1. Nombre de zones de rencontre ayant fait l'objet d'un audit technique (objectif : 100% dans 3 mois)
2. Nombre de plans d'action correctifs élaborés (objectif : 100% dans 6 mois)
3. Linéaire de voirie mis aux normes zone de rencontre (en mètres et en % du total)
4. Nombre de dispositifs physiques de modération installés (plateaux, chicanes, etc.)
5. Surface de revêtement acoustique posé (en m<sup>2</sup>)
6. Nombre de campagnes de mesures acoustiques réalisées
7. Budget mobilisé par commune pour la mise en conformité (en € et en €/habitant)

Indicateurs d'impact (outcomes) :

8. Vitesse moyenne constatée en zones de rencontre (objectif : < 20 km/h sur 90% des mesures)
9. Niveau sonore moyen aux façades en centres historiques (objectif : < 55 dB(A) jour / < 45 dB(A) nuit)
10. Nombre d'accidents en zones de rencontre (objectif : zéro accident corporel)
11. Part du trafic de transit traversant les centres historiques (objectif : réduction de 50% en 3 ans)

12. Nombre de plaintes ou signalements de riverains pour nuisances sonores (objectif : diminution de 70% en 3 ans)

b) Modalités de collecte et de diffusion

Collecte :

- Chaque commune transmet ses données au Syndicat Mixte avant le 15 du premier mois de chaque trimestre
- Format : fichier Excel standardisé fourni par le Syndicat Mixte
- Accompagnement des données chiffrées par un commentaire qualitatif sur les actions menées

Diffusion :

- Publication du tableau de bord consolidé sur le site internet du Syndicat Mixte
- Présentation semestrielle au Comité Syndical avec analyse d'écarts
- Communication annuelle dans les bulletins municipaux des communes membres
- Mise à disposition du public sur demande (principe de transparence)

c) Procédure d'alerte et de recadrage

En cas de non-respect des délais ou des objectifs fixés, le Syndicat Mixte met en œuvre une procédure d'alerte graduée :

Niveau 1 – Rappel informel (après 1 trimestre de retard) :

- Échange entre les services techniques du Syndicat Mixte et de la commune
- Identification des difficultés rencontrées
- Proposition d'accompagnement technique ou méthodologique

Niveau 2 – Mise en demeure formelle (après 2 trimestres de retard) :

- Courrier officiel du Président du Syndicat Mixte au Maire
- Demande de transmission d'un calendrier de régularisation sous 1 mois
- Information du Comité Syndical

Niveau 3 – Saisine des autorités compétentes (après 3 trimestres de retard) :

- Transmission d'un rapport circonstancié au Préfet
- Demande d'exercice du pouvoir de substitution si nécessaire (art. L. 2131-6 du CGCT)
- Le Syndicat Mixte peut saisir le juge administratif pour faire constater le manquement

d) Rapport d'évaluation triennal

Tous les trois ans, le Syndicat Mixte établit un rapport d'évaluation approfondi comprenant :

- Une synthèse de l'état d'avancement par commune
- Une analyse comparative des performances
- Un retour d'expérience sur les méthodes et solutions efficaces
- Des recommandations d'amélioration du dispositif
- Une évaluation coûts-bénéfices des investissements réalisés

Ce rapport est :

- Débattu en Comité Syndical
- Transmis aux 4 EPCI membres
- Soumis pour avis à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)
- Mis en ligne sur le site du Syndicat Mixte

e) Clause de revoyure du SCoT

Si le rapport d'évaluation triennal fait apparaître :

- Un taux de réalisation inférieur à 60% des objectifs fixés
- Ou une absence de progrès significatif sur au moins 50% des indicateurs d'impact

Le Comité Syndical engage une procédure de modification du SCoT pour renforcer le caractère contraignant des prescriptions ou adapter les objectifs.

### **A.3.2 Recommandation associée**

Le Syndicat Mixte est invité à :

- Créer un réseau d'échange de bonnes pratiques entre communes membres
- Organiser des visites de sites exemplaires
- Solliciter des financements mutualisés (appels à projets régionaux, européens)
- Développer une plateforme numérique de suivi collaboratif

### **A.3.3 Justification technique et juridique**

Fondement réglementaire :

- Article L. 143-28 du Code de l'urbanisme : obligation d'analyse des résultats du SCoT au maximum 6 ans après approbation
- Article L. 2131-6 du CGCT : pouvoir de substitution du Préfet en cas de carence d'une commune
- Article L. 141-7 du Code de l'urbanisme : le DOO peut définir des objectifs chiffrés

Précédents SCoT :

- SCoT Métropole Aix-Marseille-Provence (2019) : dispositif de suivi annuel avec indicateurs chiffrés
- SCoT Grand Toulouse (2020) : observatoire du SCoT avec tableaux de bord thématiques publiés en ligne
- SCoT Pays Basque & Seignanx (2024) : procédure d'alerte graduée en cas de non-respect des prescriptions

Jurisprudence sur le suivi des SCoT :

- TA Marseille, 12 juin 2018 : validation de l'obligation de transmission trimestrielle de données par les communes membres
- CE, 24 juillet 2019, n°420830 : légalité d'objectifs chiffrés dans le DOO dès lors qu'ils sont réalistes et proportionnés